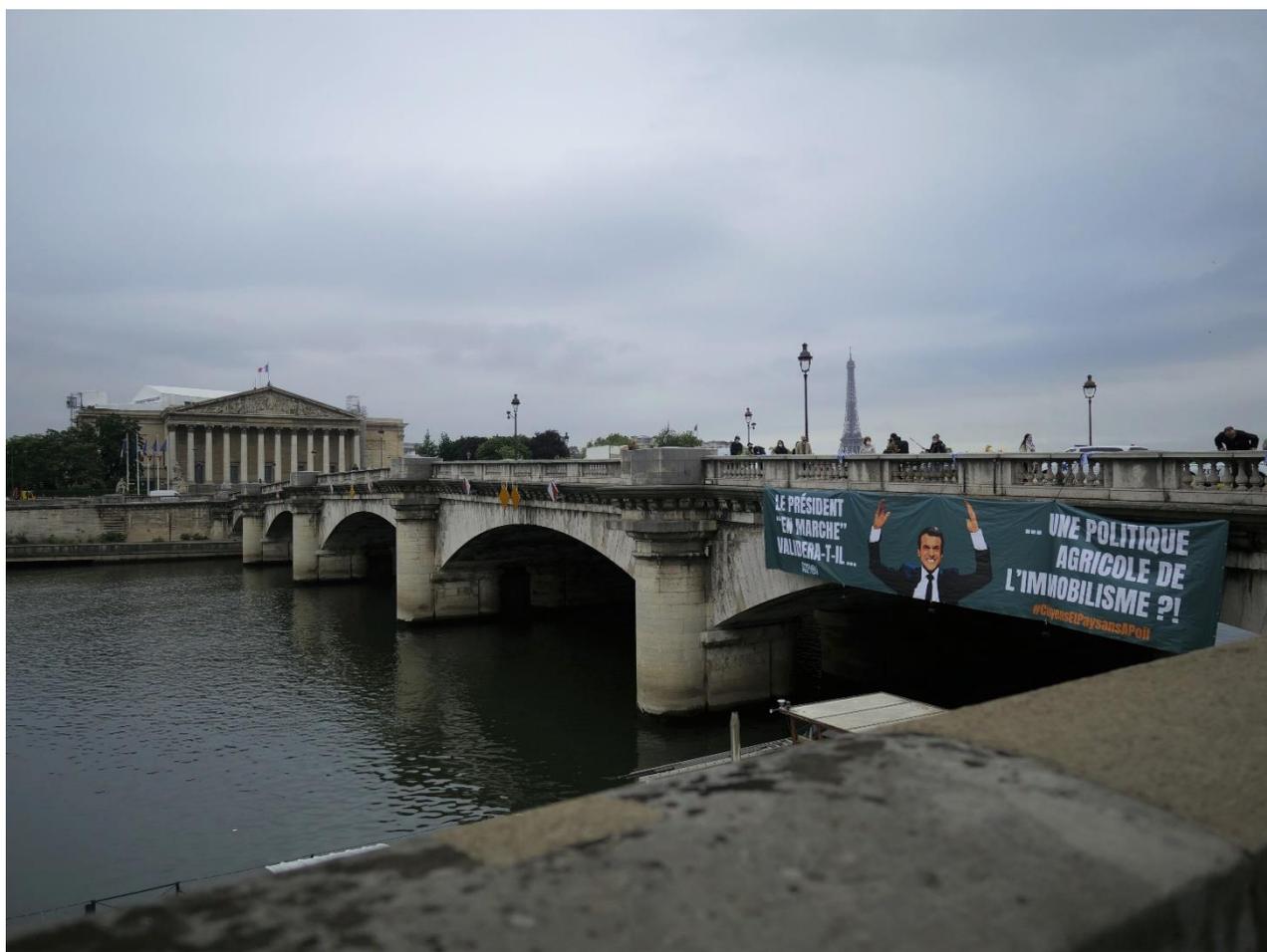


Jeudi 24 juin 2021, Montreuil

Des citoyens et paysans interpellent le Président de la République avant que la déclinaison nationale de la Politique Agricole Commune ne soit bouclée.



[Photos et vidéos \(libres de droit\) de l'action disponibles dans ce dossier au cours de la journée](#)

Ce matin, sur le pont de la Concorde, à Paris, des activistes de la plateforme Pour une autre PAC, ont déployé une banderole portant le message suivant : « *Le président « En Marche » validera-t-il une politique agricole de l'immobilisme ?* ». Cette action fait suite à une série de publications de photographies de citoyens et paysans dévêtus sur les réseaux sociaux sous le hashtag #CitoyensEtPaysansAPoil. Ces mobilisations visent à interpellier le Président de la République pour qu'il s'implique personnellement dans la définition de la déclinaison nationale de la PAC, plutôt que de laisser carte blanche au ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, dont les décisions sont motivées par une satisfaction des représentants de la profession agricole majoritaire et non de l'ensemble de la société, ni même du monde paysan.

Une politique agricole ignorant les attentes citoyennes et ignorée du Président

Un mois après l'annonce des arbitrages du ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation sur la déclinaison nationale de la Politique Agricole Commune et à quelques semaines de la finalisation de sa rédaction destinée à être soumise à la Commission européenne, **c'est sur le pont de la Concorde, à la croisée de l'Elysée, du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et du siège français de la Commission européenne, que les activistes de la plateforme *Pour une autre PAC* ont déroulé une banderole destinée à interpeller le Président de la République.** A travers ses impacts sur notre agriculture, bien sûr, mais aussi sur celle des pays du Sud, ainsi que notre alimentation, notre environnement, notre santé, nos paysages et nos emplois, **la politique agricole constitue un projet de société qui concerne l'ensemble des citoyens et sur lequel le Président de la République ne peut se dérober.** Ce dernier s'était d'ailleurs engagé sur plusieurs points lors de la campagne présidentielle puis au cours de son mandat : évolution profonde la Politique Agricole Commune, mise en place de mécanismes de stabilisation des revenus adaptés à chaque filière, rémunération des agriculteurs pour les services environnementaux rendus, etc. **Aujourd'hui, alors que son ministre prend le chemin de l'immobilisme et des renoncements, le Président semble pourtant être aux abonnés absents sur ce dossier.**

Un rendez-vous manqué pour l'emploi agricole, l'environnement et le bien-être animal

Avec cette action, la plateforme *Pour une autre PAC* souhaite ainsi mettre en lumière **le décalage entre la copie proposée par le gouvernement et les attentes des citoyens aujourd'hui conscients de la nécessité d'engager une transition agroécologique de grande ampleur.** Cette réforme aurait ainsi pu être l'occasion de redistribuer plus justement les 9 milliards d'euros annuels de subventions de la PAC alloués à la France et de donner les moyens aux paysans d'enclencher une véritable transition agroécologique. Absence d'aides aux petites fermes et au bien-être animal, diminution du budget environnemental, immobilisme sur l'architecture sociale : **faute de volonté politique, le plan stratégique national de la PAC risque de figer des inégalités et de ne pas donner au monde agricole les moyens de relever les défis de la décennie.** Le Président de la République cautionnera-t-il tacitement ce projet par son silence, malgré les contradictions évidentes avec les intentions qu'il avait affichées pour la réforme de la PAC ? **La plateforme *Pour une autre PAC* invite plutôt à rééquilibrer les décisions précédemment annoncées par son ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation pour la prochaine PAC, afin de pouvoir jouir d'un bilan agricole plus conforme à son programme électoral.**

Contact presse :

Michael Luzé, 06 63 63 40 08

Pour une autre PAC est une plateforme française inter-organisations constituant un espace commun de réflexion et d'action, en vue de la refonte de la politique agricole commune (PAC).

Les 46 organisations membres de la plateforme *Pour une autre PAC*:

Afac-Agroforesteries, Bee Friendly, Confédération paysanne, FADEAR, FNAB, MRJC, RENETA, Réseau CIVAM, Terre de Liens, Terre et Humanisme, UNAF, Agir pour l'environnement, CIWF, Combat Monsanto, Fédération des Conservatoires d'espaces naturels, Fédération des parcs naturels régionaux, Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme, France Nature Environnement, Générations futures, Greenpeace, Humanité et Biodiversité, Les Amis de la Terre, LPO, Réseau Action Climat, Welfarm, WWF, ActionAid France, Agter, ATTAC, AVSF, CFSI, Coordination Sud, ISF-Agrista, Réseau Foi et Justice Afrique Europe, SOL, Bio Consom'acteurs, Chrétiens dans le monde rural, Citoyens pour le climat, Commerce équitable France, Les Amis de la Confédération paysanne, Les Greniers d'Abondance, Miramap, RESOLIS, Secours Catholique, Slow Food, WWOOF France.

En savoir plus : www.pouruneautrepac.eu et sur [@pouruneautrepac](https://www.instagram.com/pouruneautrepac)